DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE — DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES du 23 NOVEMBRE 1958

Citoyennes, Citoyens,

Puisque notre ami **Georges GORSE,** ambassadeur à Tunis, n'a pas pu répondre à l'appel de la Fédération Socialiste Vendéenne sans se dérober en fait aux obligations d'une mission particulièrement délicate, j'ai accepté de vous soumettre le programme qu'il aurait eu la fierté de vous présenter lui-même comme il l'a fait pendant longtemps. Ma seule ambition est de lui rendre sa place dès que les circonstances le permettront.

Dans une première affiche j'ai demandé aux Républicains, avec toute la conviction d'un républicain dont on ne peut suspecter la sincérité, de **voter Républicain.** Puisse cet appel avoir été entendu.

Les conditions dans lesquelles se présente le Scrutin du 23 Novembre permettent à chacun de parler net. Si nous avons la chance d'avoir un ballottage, des hypothèques devront se lever, des équivoques cesseront ; chacun aura à dire publiquement ce qu'il pense. Cela sera sans doute gênant pour certains; les faux-fuyants, les promesses qui ne font plus illusion à personne, les éloges de soi-même ne serviront plus à rien.

Des échos de tractations difficilement qualifiables — c'est le moins que l'on puisse en dire — sont arrivés jusqu'à vos oreilles. Un communiqué parle « d'intérêts particuliers », un autre « d'ambition » et de « malhonnêteté. De quoi s'agit-il au juste ? Il serait normal de vous renseigner. Quant à nous nous ne pouvons le faire, n'ayant pas été conviés à ces agapes, tout de même assez peu fraternelles, si l'on en juge par les résultats. Il est vrai que l'un des participants a souhaité une « large entente, dans le département, avec **les autres Formations Nationales** ». J'espère qu'on nous dira, au cours de la campagne électorale, quelles sont ces formations nationales admises au cénacle dont à priori nous sommes exclus.

Dans une deuxième affiche, j'ai fait connaître mon intention de vous **présenter le Parti Socialiste** sous son vrai jour ; il est tout de même révoltant de le voir bassement calomnié depuis de longs mois par des gens dont le cynisme n'a d'égal que la mauvaise foi.

Il est exact que trois des nôtres, Guy MOLLET, Eugène THOMAS, Max LEJEUNE, ont accepté d'entrer dans le Gouvernement de Gaulle. On peut penser qu'il eût été souhaitable d'adopter une autre attitude; on ne peut nier, sans mentir, que jusque là, la République et la Liberté ont été sauvées. Mais il faudra encore beaucoup de vigilance, de sacrifices et d'efforts pour éviter de douloureux reculs. **Nous travaillons avec de Gaulle quand nous sommes d'accord avec lui sur certains points capitaux ; nous le combattrons s'il travaille contre la démocratie. A une époque où hélas ! trop de ceux qui l'acclament aujourd'hui insolemment faisaient serment de fidélité au Maréchal, nous l'avons déjà suivi et nous ne le regrettons pas,** mais ce n'est pas nous qui vous demandons un « soutient inconditionnel de son action ».

Il est exact qu'en 1956 le Parti Socialiste a courageusement pris, pendant 16 mois, les **responsabilités** les plus lourdes dans une Assemblée où il comptait 100 élus sur 600. Si notre « entreprise » était si « néfaste », qu'ont attendu les 500 pour constituer un gouvernement capable de vous apporter, avec facilité, la félicité promise. La coalition droite classique — Poujadiste — Communiste a fait tomber le gouvernement à direction socialiste. En refusant de prendre le pouvoir immédiatement après, elle a signé ce jour-là un procès-verbal de carence. On ne peut s'ériger en censeur de quelqu'un dont on paralyse l'action d'une manière systématique; on ne doit pas démolir si l'on est est incapable de reconstruire.

Il est exact que le Parti Socialiste n'a jamais caché son **laïcisme** mais il nous faut insister sur le vrai sens de ce mot; il suppose le respect absolu de toutes les croyances et convictions, sans restrictions ni réserves et par suite, l'obligation pour l'Ecole quelle qu'elle soit de ne pas modeler à son gré, et pour des fins intéressées, le cerveau de l'enfant, de ne pas empêcher l'éclosion du libre arbitre chez l'homme de demain. Si un mot personnel m'est permis j'insiste pour que l'on interroge mes propres adversaires dans la commune que j'ai l'honneur d'administrer depuis cinq ans ; aucun d'entre-eux ne me reprochera d'avoir tenté, même une fois, de violer la liberté de conscience de quiconque ; je ne mets pourtant pas mon drapeau dans ma poche. **Tel est le véritable laïcisme.**

Il est exact que le Parti Socialiste a reconnu la **personnalité algérienne,** notamment dans son congrès de Lille, et décidé qu'après le silence des armes, des élections libres, dans le plein sens du terme, désigneraient des interlocuteurs valables avec qui elle pourrait définir les conditions nouvelles d'une vie commune. **Nous condamnons** impitoyablement les tortures trop fréquentes infligées aux musulmans, mais nous sommes nombreux à avoir très mal quand des Français applaudissent à des massacres et à des mutilations d'autres Français en Algérie, à l'assassinat d'un permissionnaire dans les couloirs du métro ou de trois soldats en conversation un soir avec trois jeunes filles.

Il est exact que nous approuvons le Président du Conseil d'avoir offert une rencontre avec des émissaires du F. L. N. en vue de discuter des conditions du « cessez le feu ». Les uns nous accusent de vouloir brader l'Algérie, les autres, de n'être pas sincère dans notre attitude. Que faut-il faire ?.. suivre notre route, car elle est celle de la raison.

Osera-t-on nous reprocher d'avoir fait voter la **Loi-cadre relative aux territoires d'Outre-Mer** et préparant la communauté des peuples libres et associés? Certes il devient désormais à peu près impossible d'édifier de scandaleuses fortunes en rançonnant les populations autochtones; certes les deux grands colosses mondiaux perdent chaque jour un peu plus l'espoir d'élargir leurs marchés et par conséquent leurs profits. Un Socialiste pourrait-il ne pas s'en réjouir si avec la liberté la France apporte à ses Associés l'aide économique et culturelle dont ils ont besoin?

Osera-t-on nous reprocher d'avoir travaillé à **améliorer le sort des vieux** par l'attribution de l'allocation supplémentaire? C'est la seule dépense nouvelle du gouvernement Guy MOLLET, dépense d'ailleurs couverte par une recette nouvelle, la vignette-auto. Le gouvernement Edgard FAURE n'avait pas été aussi prévoyant, puisqu'il laissait le 31 Décembre 1955 un lourd héritage de 812 milliards de déficit (dépenses engagées pour 1956 : 4.020 milliards; recettes prévues pour la même année : seulement 3.208 milliards). Le Parti Socialiste aurait eu une raison valable pour refuser alors les charges du pouvoir.

Si je ne craignais pas de trop allonger cette circulaire, je vous parlerais du projet de Réforme de l'Enseignement, du projet de notre camarade Albert GAZIER, ancien ministre, relative à la réforme de la Sécurité Sociale.

Il me faut pourtant m'attarder un instant sur l'indispensable **réforme fiscale** pour laquelle le Parti Socialiste présente un projet complet. Cette réforme a toujours été différée en raison d'évènement présentant un caractère d'extrême urgence; elle ne peut plus attendre. Ces atermoiements sont d'autant plus regrettables que, pendant ce temps, le légitime mouvement de défense professionnelle des Artisans et Commerçants contre les indéniables tracasseries paperassières du contrôle fiscal s'est transformé. Une association d'esprit nettement syndicaliste, est devenu un **groupement factieux** dont la passion anti-républicaine le dispute à une invraisemblable démagogie. L'inévitable s'est produit; malgré un serment solennel, les élus poujadistes délégués pour «sortir les sortants» se sont installés dans le «système» tant décrié; c'était plus confortable. Leur maître les a reniés mais la question n'en a pas été réglée pour autant.

Un dernier mot sur la **politique agricole** du Parti Socialiste, question primordiale s'il en est. En nous gardant de chercher à flatter d'une manière toute spéciale et par suite à tromper la plus nombreuse catégorie d'électeurs, **nous sommes bien obligés de nous inscrire en faux contre l'affirmation trop souvent répétée de l'indifférence du Parti Socialiste à l'égard des agriculteurs.** Il nous suffit de citer quelques exemples :

C'est à l'instigation d'un Ministre Socialiste qu'a été créé l'**Office du Blé,** déjà vieux de plus de vingt ans.

Le Statut du Fermage et du Métayage est d'inspiration Socialiste.

Le Gouvernement Guy MOLLET a porté de 12 milliards en 1955 à 15 milliards en 1956 les crédits affectés à la **détaxe des Carburants.**

C'est le même Gouvernement qui a porté pour la même période de 13 à 23 milliards le montant total des **ristournes de 15 °/o sur le matériel agricole.**

Nous pourrions donner d'autres chiffres se rapportant à l'adduction d'eau et à l'électrification rurale.

POUR L'AVENIR le Parti Socialiste a établi depuis longtemps déjà un projet de Loi-Cadre Agricole dont je regrette de ne pouvoir faire l'analyse complète, mais qui vise notamment à relever le niveau de vie des Agriculteurs, à adapter la production agricole aux débouchés intérieurs et extérieurs, à créer un Fonds National de Vulgarisation, à aider la petite exploitation familiale tant menacée, mais si nécessaire dans l'organisation de l'Agriculture française.

Bien sûr il reste beaucoup à faire, mais les problèmes économiques, financiers et sociaux se résolvent lentement et sans coups de clairons inutiles. Il faut les prendre un à un et leur apporter des solutions raisonnables.

CITOYENNES, CITOYENS, je n'aurais pas voulu vous imposer une trop longue lecture ; pourtant je ne pouvais éviter de vous montrer les principaux traits caractéristiques du Socialisme français que j'espère vous avoir présenté tel qu'il est.

Je me garderai bien de vous prédire la fin de vos inquiétudes et de vos difficultés pour le 24 Novembre, si vous me faites confiance le 23. Toutefois je prends l'engagement de rester fidèle au mandat que vous me donneriez et à mon passé. Encore une fois je mets à votre disposition ma bonne volonté et ma bonne foi ; c'est mon unique promesse.

Cette franchise devrait vous amener à **VOTER SOCIALISTE.**

Robert BAILLY
Instituteur Honoraire
Maire de Saint-Valérien
CANDIDAT SOCIALISTE

Remplaçant éventuel :
Jules DUDIT
Maire de La Faute-sur-Mer

IMP. B. GIRAUDEAU - FONTENAY-LE-CTE - TÉL. 0.71